



Il y a URGENCE à EXIGER une AUTRE SOCIÉTÉ

Et une autre ÉCOLE

■ Depuis des mois, la CGT dénonce:

- ◆ les attaques contre les salaires, la baisse des pensions et minima sociaux
- ◆ les attaques contre la protection sociale
- ◆ les réformes porteuses de régression sociale pour l'Éducation nationale et ses personnels.



■ Pour la CGT Éduc'action:

Baisse des financements publics + privatisations dans les services publics

↳ Augmentation de la fracture sociale et des inégalités entre les territoires de plus en plus de citoyens sans services publics de proximité

À son tour la jeunesse dénonce les réformes dont elle est victime et qui vont la précariser encore davantage.

C'est l'absence de réponses concrètes et immédiates du gouvernement et du patronat, ainsi que leur refus d'ouvrir de véritables négociations, qui génèrent une colère légitime.

**La CGT Éduc'action partage cette colère
et
appelle à une journée de grève le 14 décembre**



■ ENSEMBLE, CONSTRUISONS le RAPPORT de FORCES POUR EXIGER dans la Fonction publique

- ◆ hausse du point d'indice
- ◆ augmentation immédiate de 400€ pour tous
- ◆ aucun salaire inférieur à 1800€ nets
- ◆ abrogation du PPCR et du RIFSEEP (rémunération au mérite)
- ◆ abrogation du jour de carence
- ◆ maintien de la retraite par répartition, basée sur le salaire socialisé (les cotisations)
- ◆ retraite à plein traitement (75% des 6 derniers mois) à 60 ans et/ou 37,5 années de cotisation
- ◆ fin de la CSG qui transfère le financement de la sécurité sociale par le salaire vers l'impôt



■ Exigeons des investissements pour l'École :

- ◆ baisse des effectifs dans toutes les classes
- ◆ des personnels en nombre: 1 Aed/ 75 élèves (1/50 en Éducation prioritaire) et 1 CPE/ 250 élèves (1 minimum en éducation prioritaire)
- ◆ une carte de l'Éducation prioritaire établie sur des critères objectifs et partagés par les personnels incluant les lycées
- ◆ des moyens à la hauteur des besoins en éducation prioritaire pour donner plus à celle et ceux qui ont moins
- ◆ abandon de la réforme territoriale et de la fusion des académies
- ◆ diminution du temps de service de l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale
- ◆ financement des services publics et leur extension en taxant le capital
- ◆ titularisation de l'ensemble des non-titulaires sans condition de concours ni de nationalité.

■ Exigeons une École émancipatrice :

- ★ Retrait des réformes Blanquer des lycées généraux, technologiques et de la voie professionnelle
- ★ Abrogation de la loi ORE et fin de la sélection à l'entrée de l'université
- ★ Gratuité des inscriptions à l'Université
- ★ Ouverture de concertation avec les personnels pour une École rompant avec la reproduction sociale
- ★ Collège unique réellement démocratique
- ★ Lycée unique et polytechnique assurant à toutes et tous un enseignement général et professionnel

Ensemble, exigeons la fondation d'une École actrice de la transformation sociale assurant la construction collective d'une culture commune.

Pour rejoindre la CGT Educ'action :

Nom : _____
Prénom : _____
Mail : _____
Téléphone : ___ / ___ / ___ / ___ / ___
Métier : _____
Lieu d'exercice : _____





Contractuel·les, AESH, Aed, Travailleur·ses précaires de l'éducation **En grève le 14 décembre**

C'est le moment de porter nos revendications !

Après 3 semaines de colère sociale que le gouvernement n'a voulu ni voir, ni entendre, après des mois de mépris envers les salarié·es, il y a urgence à rejoindre la mobilisation qui, partie du prix de l'essence porte aujourd'hui des exigences de justice sociale et de démocratie.

Depuis des semaines, la mobilisation des gilets jaunes et de la jeunesse prend de l'ampleur et expriment avec force son rejet de l'injustice, de la précarité et du mal-vivre.

Le gouvernement réprime avec violence. Ses dernières annonces, si elles montrent ses difficultés, ne pourront pas permettre à une majorité de la population de vivre mieux.

Dans l'éducation aussi, précarité et austérité ne sont plus supportables !

Pour les personnels de l'éducation aussi, la pauvreté existe. Aed et Aesh, majoritairement payés 600-700€ en sont un exemple. Plus largement, l'ensemble des contractuel·les, pourtant indispensables au fonctionnement du service public d'éducation, enchaînent les contrats précaires, sont payé·es une misère et bouclent très difficilement leurs fins de mois.

Aesh comme Aed n'ont aucune perspective d'accéder au statut de fonctionnaire et les autres contractuel·les voient cette possibilité se réduire encore avec la fin des concours Sauvadet et les réductions de l'emploi public.

Notre précarité fragilise le service public et réduit nos faibles droits face à l'employeur. Elle nous met en concurrence, nous isole...

À présent, avec CAP 2022, le gouvernement entend encore réduire l'emploi public et développer la contractualisation, aggravant la précarité de tou·tes. Il faut mettre fin à la précarité et sortir de ce système qui détruit les services publics.. **Il faut mettre fin à la précarité et sortir de ce système qui détruit les services public.**



En rejoignant la mobilisation, c'est le moment d'exiger :

- l'augmentation immédiate des salaires. Pas un salaire en dessous de 1800€;
- la titularisation des précaires de l'éducation sans condition de concours, de nationalité et de diplôme, avec l'arrêt du recrutement de nouveaux précaires ;
- la création d'un statut de fonctionnaire pour les AESH et les métiers nouveaux ;
- le retrait des réformes Blanquer (ParcourSup, Voie professionnelle, Bac et lycée général) ;
- la création des postes à la hauteur des besoins d'une amélioration du service public d'éducation ;
- l'abandon de CAP 2022 qui menace l'emploi et les services publics et entend développer le recours aux emplois précaires.

Précaires de l'éducation, faisons entendre nos revendications

La CGT Educ'action appelle les personnels de l'éducation à rejoindre la mobilisation

Dans notre secteur, les lycéen·nes sont fortement mobilisé·es et appellent à une nouvelle journée de mobilisation le 11 décembre. La CGT Educ'action dénonce la répression violente de leur mobilisation et appellent les personnels à favoriser sa libre expression.

Il est temps que les personnels entrent aussi en action. La CGT-Educ'action appelle les personnels à se réunir en AG pour organiser collectivement les convergences de mobilisation.

À l'occasion de la journée interprofessionnelle, la CGT Educ'action appelle l'ensemble des personnels à se mettre massivement en grève le 14 décembre contre la précarité et pour la justice sociale.